

TRANSLATION BUREAU
MULTILINGUAL TRANSLATION SERVICES
BUREAU DE LA TRADUCTION
SERVICES DE TRADUCTION MULTILINGUE

Request No. \ N° de la demande	Language \ Langue	Originator file No. \ Référence du demandeur	Date
025-240315-003	Chinese	N/A	2024-03-22

KCH0000049

[texte tronqué]

Kenny Chiu, député du Parti conservateur du Canada en Colombie-Britannique, a déjà présenté le projet de loi C-282, un projet de loi d'initiative parlementaire connu sous le nom de *Loi établissant le registre des agents d'influence étrangers*, au cours d'une séance parlementaire.

[image:] Couponking, 51.ca; visitez SinoQuebec.com pour des nouvelles sur le Québec
Kenny Chiu

Le projet de loi a franchi l'étape de la première lecture avant la dissolution du Parlement et, selon la procédure législative prévoyant trois lectures au Parlement, si Kenny Chiu était réélu aux [prochaines] élections fédérales, la *Loi établissant le registre des agents d'influence étrangers* deviendra probablement officiellement en vigueur.

Pourquoi les Canadiens d'origine chinoise doivent-ils s'intéresser à ce projet de loi?

La raison est simple. Une fois que ce projet de loi aura franchi toutes les étapes et sera devenu loi, toute personne ou organisation liée à la Chine pourra être considérée comme un représentant du gouvernement chinois et être tenue de déposer une déclaration spéciale.

Alors, quel problème y a-t-il à produire une déclaration? Après la production d'une déclaration, toute activité liée à la communauté originaire de la Chine continentale et tout événement normal impliquant des échanges économiques, culturels et technologiques entre le Canada et la Chine peuvent être supprimés. La liberté d'expression des Chinois de souche pourrait également être supprimée. Il est également très probable que [le projet de loi] aurait de profondes répercussions négatives sur la communauté chinoise.

[image:] Couponking, 51.ca
Erin O'Toole, leader du Parti conservateur du Canada

Si vous ne saisissez toujours pas, jetez un coup d'œil à la brève introduction suivante, qui vous donnera une idée claire du projet de loi.

Kenny Chiu, député du Parti conservateur du Canada, a proposé la *Loi établissant le registre des agents d'influence étrangers*, qui stipule que toute personne, entreprise ou organisation, à l'exception des représentants officiels de gouvernements étrangers, sous le contrôle d'un gouvernement ou d'une organisation politique étrangère ou influencée par celui-ci, doit présenter

une déclaration auprès du ministère de la Justice du Canada. Si l'une ou l'autre de ces personnes ou organisations veut communiquer avec des députés et des fonctionnaires, elle doit également produire une déclaration auprès du gouvernement. Les renseignements exigés dans la déclaration comprennent le nom du particulier ou l'influence étrangère qu'il représente et toute opération financière effectuée avec cette influence étrangère. L'omission de produire une déclaration ou le fait de fournir des renseignements inexacts entraînera une amende maximale de 200 000 \$ CA et une peine d'emprisonnement de deux ans. (Lien vers le projet de loi : <https://wwwparl.ca/DocumentViewer/en/42/bill/C-282/first-reading>)

[image:] Couponking, 51.ca

Mouvement de protestation contre la loi chinoise sur la sécurité nationale de Hong Kong initié par Kenny Chiu au Canada

Le projet de loi d'initiative parlementaire, présenté par Kenny Chiu, n'obligerait que les personnes ou les organisations en contact avec des « nations hostiles » particulières à produire une déclaration. Cependant, il ne mentionne pas quels pays sont considérés comme une « nation hostile ». Et M. Chiu est connu pour ses positions politiques antichinoises. **Avec la présentation du projet de loi par le député Chiu à un moment où les relations sino-canadiennes sont au plus bas, il est évident que ce projet de loi cible les particuliers et les organisations chinoises de la Chine continentale au Canada. Son objectif est de restreindre toute opinion et tout discours prochinois au Canada et de garder diverses personnes et organisations de la Chine continentale sous contrôle et sous surveillance (y compris l'utilisation de WeChat).**

Le projet de loi stipule que les personnes et les organisations sous le contrôle d'une autorité gouvernementale étrangère ou influencées par celle-ci seront considérées comme des commettants étrangers.

Sur la base de cette définition, toute personne ou organisation se livrant aux activités suivantes sera considérée comme étant influencée par le gouvernement chinois et sera donc désignée comme un commettant étranger de la Chine : créer des associations locales ou organiser des événements [connexes] et recevoir une lettre de félicitations des autorités gouvernementales du pays d'origine pour avoir créé une association d'anciens élèves ou organisé des événements [connexes]; sont également visées toute personne et organisation qui assiste aux réceptions de la fête nationale chinoise ou aux célébrations du Nouvel An lunaire organisées par le consulat chinois, les organisations invitant des agents consulaires à assister à un événement, et les personnes et organisations en contact avec un fonctionnaire chinois de quelque niveau que ce soit; sont même visées les personnes qui ont travaillé pour des organisations de Chine continentale, y compris le gouvernement et les entreprises d'État, et les organisations qui ont reçu le parrainage d'entreprises privées chinoises.

Commentaire du rédacteur en chef : Ha! Ha! Kenny Chiu vise à purger tous les groupes sociaux favorables à la Chine [emoji]

Que savons-nous des antécédents de M. Chiu, compte tenu de son orientation politique antagoniste contre la Chine? Il est né à Hong Kong, a immigré au Canada dans les années 1980 et s'est joint au Parti conservateur du Canada. En 2019, il a été élu député de la circonscription fédérale de Steveston-Richmond-Est.

Commentaire du rédacteur en chef : Ce n'est pas étonnant! Il est le produit de son environnement. M. Chiu est l'un des principaux partisans de l'insurrection à Hong Kong. Il est désormais sous le coup d'une sanction du gouvernement chinois et ne peut pas retourner à Hong Kong pour le moment.

Après avoir remporté les élections, M. Chiu, en sa qualité de député, a été invité par le mouvement contre le projet de loi sur l'extradition de Hong Kong à se rendre à Hong Kong et à surveiller les élections des conseils de district en tant que représentant de la communauté internationale. Plus tard, au cours des séances parlementaires, il a lancé une série d'attaques contre les autorités chinoises et hongkongaises. Il a également été vice-président du Sous-comité des droits internationaux de la personne du Parlement, votant en faveur de la condamnation de la Chine sur un projet de loi concernant les Ouïghours au Xinjiang et cherchant à sanctionner des responsables gouvernementaux de Chine et de Hong Kong. **En conséquence, M. Chiu a été inscrit par le gouvernement chinois sur la liste des contre-sanctions en 2021, ce qui lui interdit d'entrer sur le territoire chinois.**

Veillez diffuser ce message à un grand nombre de personnes si vous êtes préoccupé par le bien-être de notre communauté chinoise afin que plus de gens sachent comment cela les affectera personnellement!

[liens vers d'autres articles]

KCH0000050

Chinois simplifié

[logo:] VOTE

Association sino-canadienne Goto Vote

Menu

VOTRE VOTE COMPTE

Formulaire d'inscription des bénévoles pour l'événement de quartier de promotion du vote le 18 septembre

L'Association sino-canadienne Goto Vote lance un appel aux bénévoles de toutes les municipalités du Grand Vancouver pour qu'ils se joignent à l'événement de quartier de promotion du vote qui aura lieu le 18 septembre 2021 à 14 h.

Le but de cet événement est d'encourager davantage de Chinois de souche à prêter attention aux affaires de la nation et à voter activement aux élections.

Tous les bénévoles participants recevront gratuitement un t-shirt YOUR VOTE MATTERS, jusqu'à épuisement des stocks, premier arrivé, premier servi.

Commanditaire du produit : Wenzhou Friendship Society Vancouver

Nom du bénévole : (obligatoire)*

Numéro de téléphone : (obligatoire)*

Je souhaite participer à l'événement à :*

- Vancouver
- Richmond
- Burnaby
- Coquitlam
- Surrey
- Autre

Taille de t-shirt :*

- M
- G
- TG

[bouton:] Soumettre

[logo:] VOTE
csgtv.org

Association sino-canadienne Goto Vote

Événement promotionnel de quartier Votre vote compte

[images] [QR code:] Scannez pour vous inscrire et obtenir votre t-shirt sérigraphié d'édition limitée gratuit.

Commandité par Wenzhou Friendship Society Vancouver

Date et heure de l'événement de quartier

18 septembre 2021

14 h à 15 h

Endroit

Vancouver, Richmond, Burnaby, Coquitlam, Surrey

@ Remarque : Quantité limitée de t-shirts gratuits, disponibles selon le principe du premier arrivé, premier servi. Des conditions limitées s'appliquent.

[QR code:] Inscrivez-vous gratuitement

Organisé par :

Association sino-canadienne Goto Vote

www.ccgvtv.org

Rise Media Group

www.riseweekly.com

Allez voter, sensibilisez la population

© 2022–2023 CCGVA

Chinois simplifié

KCH0000052

[Le contenu de cette page et de la page 2 est identique.]

KCH0000053

Pourquoi les Chinois doivent-ils s'opposer au député conservateur Kenny Chiu?
mp.weixin.qq.com

Pourquoi les Chinois doivent-ils s'opposer au député conservateur Kenny Chiu?

ccvoice.ca 2021-09-10 02:49

Kenny Chiu, député du Parti conservateur du Canada en Colombie-Britannique, a déjà présenté le projet de loi C-282, un projet de loi d'initiative parlementaire connu sous le nom de *Loi établissant le registre des agents d'influence étrangers*, au cours d'une séance parlementaire.

[image:] Couponking, 51.ca; visitez SinoQuebec.com pour des nouvelles sur le Québec
Kenny Chiu

Le projet de loi a franchi l'étape de la première lecture avant la dissolution du Parlement et, selon la procédure législative prévoyant trois lectures au Parlement, si Kenny Chiu était réélu aux [prochaines] élections fédérales, la *Loi établissant le registre des agents d'influence étrangers* deviendra probablement officiellement en vigueur.

Pourquoi les Canadiens d'origine chinoise doivent-ils s'intéresser à ce projet de loi?

La raison est simple. Une fois que ce projet de loi aura franchi toutes les étapes et sera devenu loi, toute personne ou organisation liée à la Chine pourra être considérée comme un représentant du gouvernement chinois et être tenue de déposer une déclaration spéciale.

Alors, quel problème y a-t-il à produire une déclaration? Après la production d'une déclaration, toute activité liée à la communauté originaire de la Chine continentale et tout événement normal impliquant des échanges économiques, culturels et technologiques entre le Canada et la Chine peuvent être supprimés. La liberté d'expression des Chinois de souche pourrait également être supprimée. Il est également très probable que [le projet de loi] aurait de profondes répercussions négatives sur la communauté chinoise.

[image:] Couponking, 51.ca
Erin O'Toole, leader du Parti conservateur du Canada

Si vous ne saisissez toujours pas, jetez un coup d'œil à la brève introduction suivante, qui vous donnera une idée claire du projet de loi.

Kenny Chiu, député du Parti conservateur du Canada, a proposé la *Loi établissant le registre des agents d'influence étrangers*, qui stipule que toute personne, entreprise ou organisation, à l'exception des représentants officiels de gouvernements étrangers, sous le contrôle d'un gouvernement ou d'une organisation politique étrangère ou influencée par celui-ci, doit présenter une déclaration auprès du ministère de la Justice du Canada. Si l'une ou l'autre de ces personnes ou organisations veut communiquer avec des députés et des fonctionnaires, elle doit également produire une déclaration auprès du gouvernement. Les renseignements exigés dans la déclaration comprennent le nom du particulier ou l'influence étrangère qu'il représente et toute opération

financière effectuée avec cette influence étrangère. L'omission de produire une déclaration ou le fait de fournir des renseignements inexacts entraînera une amende maximale de 200 000 \$ CA et une peine d'emprisonnement de deux ans. (Lien vers le projet de loi : <https://wwwparl.ca/DocumentViewer/en/42/bill/C-282/first-reading>)

[image:] Couponking, 51.ca

Mouvement de protestation contre la loi chinoise sur la sécurité nationale de Hong Kong initié par Kenny Chiu au Canada

Le projet de loi d'initiative parlementaire, présenté par Kenny Chiu, n'obligerait que les personnes ou les organisations en contact avec des « nations hostiles » particulières à produire une déclaration. Cependant, il ne mentionne pas quels pays sont considérés comme une « nation hostile ». Et M. Chiu est connu pour ses positions politiques antichinoises. **Avec la présentation du projet de loi par le député Chiu à un moment où les relations sino-canadiennes sont au plus bas, il est évident que ce projet de loi cible les particuliers et les organisations chinoises de la Chine continentale au Canada. Son objectif est de restreindre toute opinion et tout discours prochinois au Canada et de garder diverses personnes et organisations de la Chine continentale sous contrôle et sous surveillance (y compris l'utilisation de WeChat).**

Le projet de loi stipule que les personnes et les organisations sous le contrôle d'une autorité gouvernementale étrangère ou influencées par celle-ci seront considérées comme des commettants étrangers.

Sur la base de cette définition, toute personne ou organisation se livrant aux activités suivantes sera considérée comme étant influencée par le gouvernement chinois et sera donc désignée comme un commettant étranger de la Chine : créer des associations locales ou organiser des événements [connexes] et recevoir une lettre de félicitations des autorités gouvernementales du pays d'origine pour avoir créé une association d'anciens élèves ou organisé des événements [connexes]; sont également visées toute personne et organisation qui assiste aux réceptions de la fête nationale chinoise ou aux célébrations du Nouvel An lunaire organisées par le consulat chinois, les organisations invitant des agents consulaires à assister à un événement, et les personnes et organisations en contact avec un fonctionnaire chinois de quelque niveau que ce soit; sont même visées les personnes qui ont travaillé pour des organisations de Chine continentale, y compris le gouvernement et les entreprises d'État, et les organisations qui ont reçu le parrainage d'entreprises privées chinoises.

Commentaire du rédacteur en chef : Ha! Ha! Kenny Chiu vise à purger tous les groupes sociaux favorables à la Chine [emoji]

Que savons-nous des antécédents de M. Chiu, compte tenu de son orientation politique antagoniste contre la Chine? Il est né à Hong Kong, a immigré au Canada dans les années 1980 et s'est joint au Parti conservateur du Canada. En 2019, il a été élu député de la circonscription fédérale de Steveston-Richmond-Est.

Commentaire du rédacteur en chef : Ce n'est pas étonnant! Il est le produit de son environnement. M. Chiu est l'un des principaux partisans de l'insurrection à Hong Kong.

Il est désormais sous le coup d'une sanction du gouvernement chinois et ne peut pas retourner à Hong Kong pour le moment.

Après avoir remporté les élections, M. Chiu, en sa qualité de député, a été invité par le mouvement contre le projet de loi sur l'extradition de Hong Kong à se rendre à Hong Kong et à surveiller les élections des conseils de district en tant que représentant de la communauté internationale. Plus tard, au cours des séances parlementaires, il a lancé une série d'attaques contre les autorités chinoises et hongkongaises. Il a également été vice-président du Sous-comité des droits internationaux de la personne du Parlement, votant en faveur de la condamnation de la Chine sur un projet de loi concernant les Ouïghours au Xinjiang et cherchant à sanctionner des responsables gouvernementaux de Chine et de Hong Kong. **En conséquence, M. Chiu a été inscrit par le gouvernement chinois sur la liste des contre-sanctions en 2021, ce qui lui interdit d'entrer sur le territoire chinois.**

Veillez diffuser ce message à un grand nombre de personnes si vous êtes préoccupé par le bien-être de notre communauté chinoise afin que plus de gens sachent comment cela les affectera personnellement!

[liens vers d'autres articles]

KCH0000054Xiaocheng
Active Now

MER. À 12:28

[2021-09-09] – Vu par 1 925 personnes

Kenny Chiu, député du Parti conservateur de la Colombie-Britannique, a déjà présenté le projet de loi C-282, projet de loi d'initiative parlementaire intitulé *Loi établissant le registre des agents d'influence étrangers*, lors d'une séance parlementaire.

Le projet de loi a été adopté en première lecture avant la dissolution du Parlement, et trois lectures sont nécessaires selon la procédure législative parlementaire. Si Kenny Chiu devait être réélu à la [prochaine] élection fédérale, la *Loi établissant le registre des agents d'influence étrangers* serait probablement inscrite dans le droit canadien. Pourquoi les Canadiens chinois doivent-ils connaître ce projet de loi?

La raison est simple. Une fois que ce projet de loi aura passé toutes les lectures et deviendra une loi, chaque personne ou organisation liée à la Chine pourrait être réputée représentante du gouvernement chinois et être tenue de produire une déclaration spéciale.

En quoi le fait de produire une déclaration pourrait-il poser problème? Suivant la production d'une déclaration, toute activité liée à la communauté chinoise continentale et tout événement normal impliquant des échanges économiques, culturels et technologiques entre le Canada et la Chine pourraient être interdits. La liberté d'expression des Chinois ethniques pourrait également être muselée. Il est également très probable que [le projet de loi] aurait de profondes répercussions négatives sur la communauté chinoise.

Si vous n'êtes toujours pas convaincu, jetez un coup d'œil au sommaire ci-après, qui décrit le projet de loi de façon éloquent.

Kenny Chiu, député du Parti conservateur du Canada, a proposé la *Loi établissant le registre des agents d'influence étrangers*, qui stipule que toute personne, entreprise ou organisation, à l'exclusion des représentants officiels de gouvernements étrangers, sous le contrôle ou l'influence d'un gouvernement étranger ou d'une organisation politique étrangère, doit produire une déclaration auprès du ministère de la Justice du Canada. Si l'une de ces personnes ou organisations veut communiquer avec les députés et les titulaires de charge publique, elle doit également produire une déclaration auprès du gouvernement. Les renseignements requis dans la déclaration comprennent le nom de la personne morale ou de l'agent d'influence étranger que la personne physique représente et le détail de toutes les transactions financières effectuées avec cet agent d'influence étranger. Omettre de produire une déclaration ou fournir des renseignements erronés entraînera une amende maximale de 200 000 \$ CA et un emprisonnement maximal de deux ans. (Lien vers le projet de loi : <https://wwwparl.ca/DocumentViewer/en/42/bill/C-282/first-reading>)

Le projet de loi d'initiative parlementaire, présenté par Kenny Chiu, n'exige la production d'une déclaration que pour les personnes ou les organisations en contact avec certaines « nations hostiles »; sans préciser toutefois lesquelles. Chiu est reconnu pour sa position politique antichinoise. Puisqu'il présente un projet de loi au moment où les relations sino-canadiennes sont au plus bas, il est évident que la proposition cible les personnes et les organisations de la Chine continentale au Canada. L'objectif est de limiter les opinions et les discours favorables à la Chine

au Canada et de garder sous contrôle et sous surveillance diverses personnes et organisations de la Chine continentale (y compris l'utilisation de WeChat).

Le projet de loi stipule que toute personne ou organisation sous le contrôle ou l'influence d'un gouvernement étranger sera considérée comme un commettant étranger.

Suivant cette définition, toute personne ou organisation qui s'engage dans les activités ci-dessous sera réputée être sous l'influence du gouvernement chinois et sera donc considérée comme un commettant étranger de la Chine : établir des associations d'immigrants ou organiser des événements [connexes] et recevoir une lettre de félicitations des autorités gouvernementales du pays d'origine pour la création d'une association des anciens ou l'organisation d'événements [connexes]; participer, en tant que personne ou organisation, aux festivités organisées par le consulat chinois à l'occasion de la fête nationale chinoise ou du Nouvel An lunaire, inviter, en tant qu'organisation, des agents consulaires à assister à un événement, et être en contact, en tant que personne ou organisation, avec des représentants chinois de tout ordre; travailler, en tant que personne, pour des organisations de la Chine continentale, y compris le gouvernement, les entreprises appartenant à l'État, et les organisations parrainées par des entreprises chinoises. Que savons-nous de Chiu, au regard de son orientation politique antagoniste envers la Chine? Il est né à Hong Kong, a immigré au Canada dans les années 1980 et s'est joint au Parti conservateur du Canada. En 2019, il a été élu député de la circonscription fédérale de Steveston–Richmond-Est.

Après avoir remporté l'élection, Chiu, en sa qualité de député, a été invité par le mouvement pour l'amendement de la loi d'extradition de 2019 à se rendre à Hong Kong et à suivre les élections du conseil de district en tant que représentant de la communauté internationale. Plus tard, lors des séances parlementaires, il a lancé une série d'attaques contre les autorités de la Chine et de Hong Kong. Il a également été vice-président du Sous-comité des droits internationaux de la personne du Parlement, et a voté en faveur de la condamnation de la Chine dans le cadre d'un projet de loi concernant les Ouïghours du Xinjiang et cherchant à sanctionner les autorités gouvernementales de la Chine et de Hong Kong. En 2021, Chiu a donc été ajouté par le gouvernement chinois à la liste de réponse aux sanctions, et est interdit de séjour en territoire chinois.

Prière de diffuser ce message si vous avez à cœur la communauté chinoise, pour que plus de gens sachent en quoi ils seront touchés personnellement par le projet de loi!-----Cet article est devenu viral dans les communautés chinoises. De nombreuses associations chinoises ont supposé à tort qu'elles seraient considérées comme des agents de gouvernements étrangers et se sont soulevées pour s'y opposer!

wwwparl.ca

[emoji]

Daily Commercial News, le seul vrai média. 9 septembre 2021.

[image :]

Guo Yinghua – Vancouver

Deux semaines avant les élections fédérales. Les Chinois et [illisible] sont négligés [illisible] les élections fédérales. Les Chinois doivent exercer leur droit de vote.

KCH0000055

Le parti d'opposition du Canada a mentionné [la Chine] 31 fois...
m.huanqiu.com

huanqiu.com

Le parti d'opposition du Canada a mentionné la Chine 31 fois dans son programme de campagne électorale. Conseiller politique de l'ancien ministre canadien des Affaires étrangères : Le contenu du programme implique pratiquement de rompre les relations diplomatiques avec la Chine

Global Times De : WANG Huicong 8 septembre 2021, à 15:17

Agrandir

(Rapport détaillé du *Global Times*) La prochaine élection fédérale canadienne dresse un portrait intéressant : En tant que parti au pouvoir, le Parti libéral du Canada évite autant que possible de parler de la Chine dans son programme de campagne électorale et ses événements connexes. Cependant, le Parti conservateur du Canada, le parti d'opposition, mentionne la Chine 31 fois dans son programme, et mentionne Beijing et le Parti communiste chinois à de nombreuses reprises. Il propose également des politiques qui « impliquent pratiquement de rompre les relations diplomatiques avec la Chine » et « conduiront certainement à des représailles de la part de la Chine », selon un expert.

[image]

Erin O'Toole, chef du Parti conservateur

« L'expert a déclaré que le Parti libéral ne se prononce pas sur les relations sino-canadiennes, tandis que l'approche du Parti conservateur pourrait conduire à des représailles de la part de Beijing. » Selon un article publié dans le *Hill Times* aujourd'hui, les relations sino-canadiennes pourraient devenir le centre d'intérêt de ces élections, et les relations se sont détériorées quand le Canada a arrêté MENG Wanzhou, haut dirigeant de Huawei, sur ordre des États-Unis. Le premier ministre Trudeau et le programme électoral du Parti libéral ne mentionnent la Chine qu'une fois dans la section des politiques contre les « comportements inacceptables » des régimes autoritaires. La Russie et l'Iran sont également mentionnés dans cette section.

D'après cet article, Erin O'Toole, chef du Parti conservateur, appuie l'adoption d'une « nouvelle méthode » pour gérer les relations sino-canadiennes. Le programme électoral du Parti conservateur propose ainsi de nombreuses mesures envers la Chine, par exemple : arrêter de donner la priorité aux échanges avec celle-ci, considérer la « persécution » des Ouïghours comme un « génocide », prendre des mesures contre les « actions d'influence étrangère » de la Chine au Canada, interdire à Huawei de participer à la construction du réseau de 5G au Canada, sanctionner les « pires violateurs des droits de la personne » de la Chine, sortir le Canada de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, soutenir les « membres des partis démocratiques » de Hong Kong et développer une « coopération politique accrue » avec Taiwan. Rick Roth, membre du Parti conservateur, rappelle que le gouvernement Trudeau doit rendre des comptes et pratiquer la diplomatie en coulisses, mais pas O'Toole. « Il peut exprimer ses options de manière directe et sans gêne. »

« La lecture du programme électoral du Parti conservateur révèle une volonté de pratiquement rompre les relations diplomatiques avec la Chine », confie Jocelyn Coulon, conseiller politique, à Stéphane Dion, ancien ministre canadien des Affaires étrangères du Canada. Selon lui, le Parti conservateur devrait réfléchir sérieusement aux relations sino-canadiennes, au lieu de dresser une liste de sanctions qu'aucun autre pays occidental ne voudra entériner. La politique du Parti conservateur envers la Chine « va trop loin », comme l'ont clairement exprimé les nations européennes aux États-Unis [...]

Afficher tout.

Rédacteur en chef : YUAN Xiaocun

Il est interdit de rediffuser ou de reproduire les documents protégés par droit d'auteur de huanqiu.com sans autorisation écrite. Toute contravention sera punie en conséquence.

Rapport

[commentaires et liens vers d'autres articles et histoires]